

pareille. Puis, il y a autre chose. Il y a quelques jours, le chef du Nouveau parti démocratique a également abordé la question des écoles techniques et professionnelles. Monsieur le président, connaissez-vous un seul pays de notre monde libre où il s'est fait plus que ce que notre gouvernement fait pour encourager et favoriser l'enseignement technique et professionnel? Je puis affirmer au comité que pas un seul pays du monde libre, petit ou grand, n'a un programme qui puisse se comparer avec celui de notre gouvernement actuel dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel. Je vais citer des chiffres afin que les députés se rendent compte du formidable effort qui s'accomplit à cet égard. Au 14 novembre, les chiffres indiquent que les projets d'immobilisations approuvés au titre du programme de la formation technique et professionnelle s'élèvent à \$442,326,268, la contribution fédérale, qui s'établit à 75 p. 100, étant de non moins de \$284,680,549—284 millions affectés à la construction d'écoles techniques et professionnelles dans notre pays.

M. Nasserden: Ce n'est pas de la petite bière.

M. Jones: Non, ce n'est pas de la petite bière, comme le dit mon honorable ami de Rosthern. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur les services que rendent certaines de ces vastes entreprises. Monsieur le président, j'aimerais parler de ce qui s'est fait en Ontario pour qu'on voie quels avantages cette province a tirés de ce grand programme.

Quel usage la province d'Ontario a-t-elle fait de cet excellent programme? Un des participants au débat, je l'ai remarqué, s'est moqué du gouvernement de l'Ontario et a demandé comment ce gouvernement se servait du programme du gouvernement fédéral. Qu'il me soit permis de signaler que jusqu'au 14 novembre, la province d'Ontario avait obtenu du gouvernement fédéral pas moins de \$186,654,000 sous forme d'aide à la construction d'écoles techniques et d'écoles de formation professionnelle. Toutes les provinces peuvent se servir de ce programme. Chacune peut soumettre au gouvernement fédéral un programme pour demander l'approbation du ministre du Travail. L'importance de la contribution du gouvernement fédéral à une province donnée ne dépend pas du gouvernement fédéral, mais bien de la province elle-même. Si elle demande ces contributions, elle les obtiendra. Le gouvernement fédéral verse 186 millions de dollars pour la construction d'écoles de formation technique dans la seule province d'Ontario. Et c'est uniquement la part du gouvernement fédéral. Des écoles techniques, en voulez-vous en voilà...

J'aimerais citer certains chiffres intéressants la région de Toronto en particulier. A Toronto, le coût estimatif des projets d'immobilisations approuvés dans le cadre du programme de construction d'écoles techniques et de formation professionnelle est de \$30,239,806 et, sur ce montant, la part du gouvernement fédéral est de \$21,161,417. A elle seule, la région de Toronto reçoit du gouvernement fédéral plus que toute autre province du Canada en vertu de ce programme de construction d'écoles techniques et de formation professionnelle.

Au cours du présent débat et dans le passé, on a dit que le gouvernement actuel n'élabore ses programmes qu'à la miette. Quelle fausse accusation! Voyons un peu quelle est la situation à Toronto. On y a aménagé une vaste cour de triage, au coût de 143 millions de dollars, afin que fabricants et ouvriers puissent expédier leurs produits sur les marchés canadiens et américains et même à l'étranger. On a affecté de 40 à 50 millions à la construction d'une aérogare à Malton, à la périphérie de la Ville-Reine; les écoles techniques et professionnelles coûteront 21 millions de dollars. Toutes ces entreprises contribuent à accroître la productivité de la région.

Il s'agit d'un excellent programme de coordination, surtout si l'on songe aux mesures que le gouvernement a prises pour faire baisser la valeur de notre dollar afin que les exportateurs, non seulement à Toronto mais partout au Canada, surtout ceux des régions agricoles et des secteurs de production primaire, puissent offrir leurs produits à des conditions avantageuses sur les marchés mondiaux. Je le répète, ce programme coordonné a une grande valeur et le gouvernement mérite nos félicitations à ce sujet.

Assez peu de députés conservateurs de Toronto ont été réélus, mais il ne faut certes pas en blâmer les trois ministres et les députés qui représentaient cette région durant la dernière législature car ils ont travaillé dans l'intérêt de leurs circonscriptions et de tout le Canada en recommandant l'élaboration de programmes semblables.

La construction d'écoles de formation technique et professionnelle mérite certes l'approbation sans réserve de toute la population, quelles que soient leurs convictions politiques. Je demanderais donc qu'on y souscrive d'une façon spéciale. Si nous pouvons convaincre nos citoyens de bien profiter de ces écoles afin d'en tirer la formation dont ils ont besoin pour mettre en valeur leurs talents et relever leur compétence, de façon à pouvoir soutenir la concurrence des autres pays du monde en matière de spécialisation, nous rendrons alors un immense service aux Canadiens. C'est là une question où l'esprit de parti n'a pas sa